

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

1er Bureau

Référence à rappeler

ID. IB

CHALONS-SUR-MARNE. LE
HOTEL DE LA PRÉFECTURE
61036 CHALONS SUR MARNE CEDEX

20 AOÛT 1969

Communes de SAINT UTIN et
de MARGERIE HANCOURT

Définition
des périmètres de protection du forage
alimentant en eau potable
Les communes de SAINT UTIN et de MARGERIE HANCOURT

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE LA MARNE,

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

V U :

- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales,
- le code des communes et notamment ses articles L 163-1 et L 166-1,
- les articles L 20 et L20-1 du Code de la Santé Publique,
- le décret loi du 8 août 1935 sur la protection des eaux souterraines et les textes qui l'ont complété ou modifié,
- le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36 - 2) et le décret d'application modifié n°55-1350 du 14 octobre 1955,
- le décret n°61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n°67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique,
- la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution,
- le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines,
- le décret n°69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et simplification de

organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application,

- Les délibérations n°26/79 du 19 Septembre 1979 et n°1 093 du 18 septembre 1979 des conseils Municipaux de MARGERIE HANCOURT et de SAINT UTIN, adoptant la définition des périmètres et portant engagement d'indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes,
- le dossier de définition des périmètres de protections du forage alimentant en eau potable les communes de SAINT UTIN et de MARGERIE HANCOURT, dont le rapport hydrogéologique en date du 22 Août 1979,
- le plan et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du forage,
- L'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 18 Octobre 1979,
- L'arrêté préfectoral du 3 décembre 1979 déclarant d'utilité publique les travaux d'alimentation en eau potable de 2ème phase de la commune de SAINT UTIN,
- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 20 Février 1980 dans les communes de SAINT UTIN et de MARGERIE HANCOURT en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du forage,
- Les N°s 10.854 et 10.864 du Journal "L'Union" en date des 29 Février 1980 et 12 Mars 1980 et les N°s 1330 et 1332 en date des 29 Février 1980 et 14 Mars 1980 de l'hebdomadaire "la Marne Agricole" dans lesquels l'avis d'enquête a été inséré,
- L'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 31 Mars 1980,
- le rapport et la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 28 Mai 1980,
- L'avis du Sous-Préfet de Vitry-Le-François en date du 6 Juin 1980,
- considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n°72-195 du 29 Février 1972, que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable,

A R R E T E :

ARTICLE 1er - Sont déclarés d'utilité publique les périmètres de protection du forage alimentant en eau potable les communes de SAINT UTIN et de MARGERIE HANCOURT : l'acquisition des terrains nécessaires à la constitution du périmètre immédiat de protection du puits et l'imposition des servitudes en ce qui concerne les périmètres rapprochés et éloignés, tels qu'ils figurent sur les états parcellaires ci-annexes.

ARTICLE 2 : Les communes de SAINT UTIN et de MARGERIE HANCOURT sont autorisées à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le forage exécuté sur le territoire de la commune de MARGERIE HANCOURT, dans la parcelle n° 123, lieu-dit "Le Moulin", section A 2, du plan cadastral et correspondant au périmètre immédiat de l'ouvrage.

ARTICLE 3 : Le volume à prélever par pompage par la commune de MARGERIE HANCOURT ne pourra excéder 4,45 litres par seconde, ni 160 mètres cubes par jour. Le volume à prélever par pompage par la commune de SAINT UTIN étant fixé par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1979.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ses travaux, les communes devront restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

ARTICLE 4 : Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

ARTICLE 5 : Conformément à l'engagement pris par les Conseils Municipaux de MARGERIE HANCOURT et SAINT UTIN respectivement dans leur séance du 19 septembre 1979 et 18 septembre 1979 les communes devront indemniser les usagers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux, et indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes.

ARTICLE 6 : Il est établi autour des forages un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions de l'article L-20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61-229 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1023 du 15 décembre 1967, conformément aux indications du plan et des états parcellaires joints.

Un périmètre de protection éloignée est également fixé conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joint.

ARTICLE 7 :

I - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

- a) sont interdits tous dépôts, installations et activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

II - A l'intérieur du périmètre de protection rapproché et éloigné : Sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DE L'INTERDIT (A = interdites) DES X (B = réglementées) ACTIVITES () (ni interdites) () (ni réglementées)	Périmètre rapproché				Périmètre éloigné	
	activités existantes		activités futures		activités existantes	activités futures
	A	B	A	B	B	B
- Le forage de puits	X		X		X	X
- Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales	X		X		X	X
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X		X		X	X
- L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)		X		X	X	X
- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X		X	X	X
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'ordures, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		X		X	X
- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	X		X		X	X
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X		X		X	X
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	X		X		X	X
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoire autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X		X	X	X

11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges	X		X		X	X
12 - L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges	X		X		X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X		X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X		X		X	X
5 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols		toléré			X	X
6 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures		toléré			X	X
7 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X		X		X	X
8 - Le pacage des animaux		toléré			+	+
9 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		X		X	+	+
0 - Le défrichement		X		X	+	+
1 - La création d'étangs	X		X		X	X
2 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes		X		X	+	+
3 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X		X	+	+

En ce qui concerne le périmètre de protection rapprochée certaines précisions semblent nécessaires à propos des prescriptions citées dans le tableau ci-dessus :

- Paragraphe 4 : Seules les tranchées nécessaires à certaines installations (canalisations d'eau, câbles téléphoniques,) peuvent être admissibles. Elles n'excéderont pas 2 m. de profondeur.
- Paragraphe 5 : Seuls des matériaux neutres peuvent être utilisés pour le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes.
- Paragraphe 10 : Aucune construction d'habitation n'est autorisée dans ce périmètre. Des hangars et autres établissements d'usage agricole à l'exclusion de tout autre, peuvent être édifiés sous réglementation.
- Paragraphe 15 et 16 : Ces épandages sont tolérés à la seule condition qu'ils respectent les normes établies par l'I.N.R.A.
- Paragraphe 18 : Le pacage des animaux n'est toléré qu'à une distance d'au moins de 100 mètres du forage vers l'amont. Il est interdit en aval du forage dans le périmètre rapproché.

ARTICLE 8 : Le périmètre de protection immédiate, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé à la diligence et aux frais des communes de L'ARGERIS RANCOURT et de SAINT UTEN par les soins de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, qui dressera procès-verbal de l'opération, ce terrain sera laissé en bois, et les zones non boisées seront mises en herbe et laissées propres

Le périmètre de protection rapproché sera délimité par :

- Au Nord : Le chemin rural n° 3 dit de la Tannerie, une partie de la parcelle n° 151 n° 151, même section et lieu-dit, la limite entre les parcelles n° 150, 151, 142, 143, 144 et la parcelle n° 145 même section et même lieu-dit.
- A l'Est : la traversée du chemin de grande communication n° 2, embranchement de Chaplainne à la R.N. n° 396, une partie de la parcelle n° 238 lieu-dit "Les Chevets" section A 2, la traversée du chemin n° 9 dit Ancien Chemin du Moulin.
- Au Sud : une partie de la parcelle n° 239 lieu-dit "La Côte Fonjat" section A 2,
- A l'Ouest : La traversée du chemin de Grande Communication n° 2 (embranchement de Chaplainne à la R.N. n° 396), la limite entre les parcelles n° 129 et 130 lieu-dit "Le Moulin" section A2, la parcelle n° 124 même lieu-dit, même section et la rivière "L'Argeris".

Le périmètre de protection éloignée sera délimité par :

- Au Nord : La rivière "Le Moldançon", la limite entre la parcelle n° 154 et 155, lieu dit "Courtelaire" section A, la traversée du chemin rural dit de Courtelaire, la limite entre les parcelles n° 189, 187, 186, 185 et la parcelle n° 175, même lieu dit "Courtelaire" section A, la limite entre les parcelles n° 185, 184, 183 et la parcelle n° 176, même lieu dit, même section, la limite entre les parcelles n° 182, 181, 180 et la parcelle n° 179, même lieu-dit, même section. Le chemin rural n° 2 dit de MARGERIE à SOMSOIS.
- A l'Est : la traversée du chemin de grande communication n° 2 (embranchement de Chapelleine à la R.N. n° 396), le chemin rural n° 2 dit de MARGERIE à SOMSOIS, la limite entre les parcelles n° 527 lieu-dit "Les Chevets" section n° 229 même lieu dit, même section ; la traversée du chemin rural n° 9 dit du Moulin.
- Au Sud : la limite entre les parcelles n° 242 et 243, lieu dit "La Côte Bonjat" section A, le chemin rural dit Tertre de Courcelle, le chemin rural dit de Margerie à Chapelleine.
- A l'Ouest : la traversée du chemin de grande communication n° 2 (embranchement de Chapelleine à la R.N. 396), une partie de la limite entre la parcelle n° 123 lieu dit "Le Tertre de Courcelle, section A et ce chemin de grande communication, la rivière "Le Moldançon".

ARTICLE 9 : Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le C.C. de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

Particulièrement au titre des nitrates un contrôle mensuel sera effectué avec récapitulation et synthèse annuelle.

L'eau distribuée recevra en permanence un traitement germicide préventif dans le cas où la contamination fécale de l'eau persisterait.

ARTICLE 10 : Pour ces activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de six mois.

En particulier, l'étang sera comblé et la tête du puits sera recouverte par une dalle en béton.

ARTICLE 11 : Les communes de MARGERIE MONTAIGNE et de SAINT JEAN sont autorisées à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité Publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la construction du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n°64-1245 du 16 Décembre 1964.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge des communes de SAINT UTIN et de MARGERIE HANCOURT :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection

- d'autre part, publié à la conservation des hypothèques du Département de la Marne.

ARTICLE 14 : Le Sous-Préfet de Vitry-le-François, les Maires des Communes de SAINT UTIN et de MARGERIE-HANCOURT ainsi que l'Ingénieur en Chef du Gâble Rural des Faux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Marne.

A CHALONS-SUR-MARNE, le 20 AOUT 1968

Pour amilation

POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION

L'Attaché Chef de Bureau,



G. GAZONNOIS

LE PREFET,

POUR le Préfet
Le Secrétaire Général



PIERRE B. GAZONNOIS

SC REDIY EN BOUDETUNT

31 JANV. 1983

"SYNDICAT" MARGERIE-HANCOURT - SAINT-UTIN

COMMUNES DE MARGERIE-HANCOURT ET SAINT-UTIN

(Marne)

DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION

DU Puits ALIMENTANT LES DEUX COMMUNES

EN EAU POTABLE

Par

P. MORFAUX

79 GA 029 CHA

Août 1979

Géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le
département de la Marne

SERVICE GEOLOGIQUE NATIONAL (B.R.G.M.)

Service géologique régional

Champagne-Ardenne

13, boulevard du général Leclerc

51100 REIMS

Tél. : (26) 49.93.40

79 GA 029 CHA

Août 1979

1 - INTRODUCTION

La Direction Départementale de l'Agriculture de la Marne m'a chargé de définir les périmètres de protection réglementaires autour du nouveau forage d'exploitation destiné à alimenter en eau potable les communes de MARGERIE-HANCOURT et SAINT-UTIN (Marne).

Je m'étais rendu sur les lieux le 29 mai 1978, lors des essais de pompage effectués sur cet ouvrage.

2 - SITUATION

21 - SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le forage se situe dans le périmètre de protection immédiat de l'ancien puits communal de MARGERIE-HANCOURT. Ses coordonnées Lambert I (zone nord) sont les suivantes :

X = 760,560
Y = 97,850
Z = + 119,50 EPD

Indice de classement national : 263-3-25

22 - SITUATION HYDROGEOLOGIQUE

Le forage d'exploitation est implanté sur la craie grisâtre ou jaunâtre plus ou moins argileuse du Cénomanién. Celle ci contient une nappe d'eau qui se situe entre 5 et 6 m de profondeur sous le site concerné.

Les marnes grises du Vraconien constituent le substratum imperméable de cette nappe.

Le forage se situe sur une butte surmontant un étang alimenté par une série de sources, au pied d'un talus de 4 à 5 mètres de haut, qui sont des émergences de la nappe de la craie.

3 - CARACTERISTIQUES DU FORAGE D'EXPLOITATION

31 - COUPE GEOLOGIQUE SOMMAIRE

Lors de la foration, la craie argileuse beige a été traversée jusque 13,50 m de profondeur. Au delà, et jusque 14,50 m de profondeur (fond du forage), ce sont les marnes du Vraconien ("Marnes de Brienne") qui sont en place.

32 - COUPE TECHNIQUE

Foré par battage en 1,20 mètres de diamètre, l'ouvrage a reçu l'équipement suivant :

- de 0,00 à 5,50 m (+ 0,60 m hors-sol), tubage métallique plein de 1,00 mètre de diamètre
- de 5,50 à 14,50 m, tubage métallique de 1,00 m de diamètre, crépiné en nervures repoussées.

L'espace annulaire a été comblé de graviers (calibre 10-25 mm) de 6,00 à 14,50 mètres et cimenté de 0 à 6,00 mètres.

33 - CAPACITE DE L'OUVRAGE

Lors de l'essai de pompage à débit variable, le forage d'exploitation s'est révélé capable de fournir des débits importants (dernier palier à 225 m³/h - rabattement au bout de 30 mn = 3,16 m). Il a un bon rendement. Son débit spécifique est de l'ordre de 100 m³/h.

34 - CARACTERISTIQUES HYDRODYNAMIQUES DE LA NAPPE AU DROIT DU FORAGE

Elle a été calculée à partir des mesures de rabattements effectuées lors d'un pompage de 48 heures. Elle est de l'ordre de $10^{-2} \text{ m}^2/\text{s}$. Le coefficient d'emmagasinement a été évalué à 2 %.

REMARQUE : Le débit de $240 \text{ m}^3/\text{h}$ prélevé au début de cet essai n'a pu être maintenu que pendant 10 heures, après quoi il a chuté pour n'être plus que de $144 \text{ m}^3/\text{h}$ en fin de pompage. La nappe peut donc fournir des débits instantanés importants (200 à $250 \text{ m}^3/\text{h}$) mais très rapidement, le cône d'influence du pompage atteint des zones de craie plus compacte et ces débits ne peuvent plus être fournis.

4 - REGIME D'EXPLOITATION

Compte-tenu des besoins des deux communes, le forage d'exploitation sera exploité à un débit de 10 à $20 \text{ m}^3/\text{h}$ et de manière intermittente.

5 - QUALITE DE L'EAU

L'eau est de bonne qualité chimique (voir annexe 1), mais contient des nitrates en quantité importante (50 mg/l). Une légère pollution bactériologique avait été notée à la fin des essais. Elle peut provenir soit de l'orifice du forage qui est resté ouvert pendant toute la durée des essais et par lequel une pollution a pu s'introduire, soit de l'étang situé en contrebas et qui a été asséché lors de l'essai de pompage de 48 heures à fort débit.

La qualité bactériologique devra être contrôlée dès la mise en service de l'ouvrage d'exploitation et certaines mesures, précisées plus loin, devront être prises.

6 - PERIMETRES DE PROTECTION

Ils ont été reportés sur les plans à 1/25.000 (annexe 3) et 1/2000 (annexe 4) ci-joints. Les prescriptions qui s'y appliquent figurent sur le tableau annexe 2.

61 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIAT

Le périmètre de protection immédiat de l'ancien puits communal sera conservé tel quel pour le nouvel ouvrage d'exploitation. Il devra être cloturé.

Les trois ouvrages devront être nettoyés à l'eau de javel.

Le vieux puits communal ainsi que le piézomètre devront être fermés de façon étanche.

Cette parcelle sera ensuite engazonnée.

62 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE

Limité en aval par le Meldançon qui forme une barrière hydraulique naturelle, il s'étend en amont jusque 400 mètres environ, englobant la butte cotée 134,50.

L'étang situé en aval du forage est compris dans ce périmètre. Il devra être comblé avec des matériaux neutres (craie). Les sources qui l'alimentent seront drainées vers le lavoir.

PRECISIONS CONCERNANT LE TABLEAU DE PRESCRIPTIONS

- Paragraphe 4 : Seules les excavations nécessaires à certaines installations (pose de conduites d'eau, de cables téléphoniques par exemple) peuvent être réalisées. Elles n'excéderont pas 2 mètres de profondeur.

- Paragraphe 5 : Le remblaiement des excavations ou carrières existantes ne pourra être effectué qu'avec des matériaux neutres.

- Paragraphe 10 : Aucune construction d'habitation n'est autorisée dans ce périmètre. Des hangars et autres établissements d'usage agricole à l'exclusion de tout autre peuvent y être édifiés.

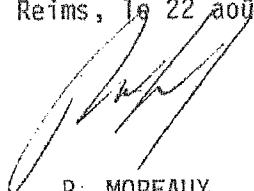
- Paragraphes 15 et 16 : Ces épandages sont tolérés sous réserve qu'ils respectent les normes établies par l'I.N.R.A.

- Paragraphe 18 : Le pacage des animaux n'est toléré qu'à une distance d'au moins 100 mètres du forage vers l'amont. Il est interdit en aval de celui-ci dans le périmètre rapproché (en bordure du Meldançon).

63 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNE

Il est limité à l'Est par le Meldançon. A l'Ouest (en amont du forage), il s'étend jusqu'à une distance de 800 à 900 mètres.

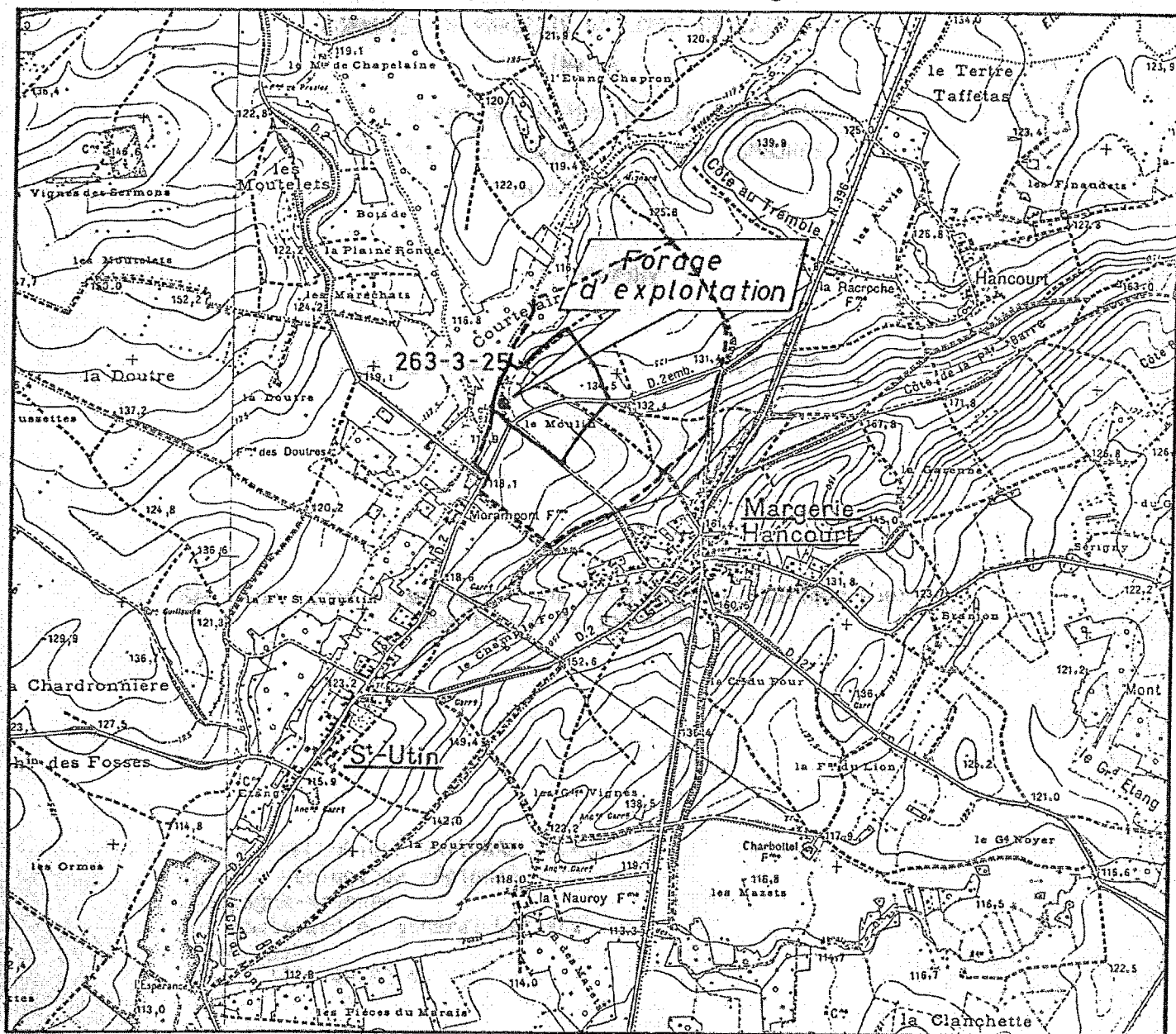
Fait à Reims, le 22 août 1979


P. MORFAUX

Géologue agréé

LOCALISATION DU FORAGE D'EXPLOITATION.

Extrait de la carte topographique de CHAVANGES ③-4



263-3-25 Indice de classement national.

— Périmètre de protection rapproché

- - - Périmètre de protection éloigné

Echelle: 1/25 000

